

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ÉGYPTIENNES : UNE NOUVELLE FORME D'AUTORITARISME ?

Le rideau est tombé sur les élections législatives égyptiennes, considérées par les observateurs comme l'une des pires élections en Égypte depuis le retour du « pluralisme contrôlé » en 1967. Parmi les sept scrutins (1979, 1984, 1987, 1990, 1995, 2000 et 2005), le pire fut celui de 1995, marqué par l'absence de supervision judiciaire, laquelle était connue pour son intégrité et sa relative indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif. Pour l'opposition politique égyptienne, la supervision judiciaire était sans doute une condition préalable et nécessaire pour la tenue d'élections transparentes. En 2010, pourtant, les élections suscitent encore plus d'interrogations que celles de 1995. Comment et pourquoi cela s'est-il produit ?



Le chef du parti d'opposition *Wafd*, Al-Sayed al-Badawi, tente de calmer ses militants, Le Caire, le 2 décembre 2010.

Le PND, une création du pouvoir

Le Parti national démocrate (PND) a été fondé en 1978 par une décision du président Anouar el-Sadate. Ce parti de l'État est donc né au sein même du pouvoir, ce qui a sans doute rendu difficile de le construire de manière démocratique. Il a réussi à attirer des centaines de milliers de membres « illusoire ». Il a également séduit des centaines de députés parlementaires, dont le but était d'obtenir une immunité parlementaire ou la mise en place de certains services publics. Le PND a survécu dans le chaos et l'anarchie, avec des membres sans aucun lien intellectuel, idéologique ou politique, certains appartenant à l'extrême droite, d'autres à la gauche populiste ; d'autres encore, nombreux, sont d'anciens islamistes qui ont pris le nom de « Frères du PND ». Même si le parti a inclus parmi ses

membres des esprits brillants, ces derniers ont succombé au fait accompli, et ont oublié ou fait semblant d'oublier leurs idées réformatrices, cédant à la volonté de rester éternellement au pouvoir.

Le PND a en fait dirigé les dernières élections en Égypte, établissant une nouvelle forme de pratique politique, inconnue jusqu'ici de nombreux régimes autoritaires. Cette pratique, consistant à mettre 800 candidats face à face dans les « circonscriptions électorales ouvertes », remet complètement en cause le concept universel d'appartenance politique, puisque, dans un certain nombre de circonscriptions, les candidats du parti entrent en compétition les uns contre les autres dans le seul but d'empêcher que les voix ne se portent sur d'autres candidats que ceux du PND. La direction du parti avait donc imposé à ses candidats de s'engager à ne pas se présenter aux élections

* Amr Elshobaki est chercheur et écrivain égyptien et professeur au Centre des Etudes politiques et stratégiques d'Al-Ahram.



contre le PND au cas où ils ne seraient pas choisis par ce dernier. En effet, lors des élections de 2005, de nombreux membres du parti qui n'avaient pas été choisis étaient devenus députés au parlement après s'être présentés avec succès aux élections en tant qu'indépendants.

Il est clair que le PND n'a pas été à la hauteur de son devoir en tant que parti politique. Il a même échoué à attirer des électeurs pourtant convaincus par ses orientations, faute de moyens politiques, voire d'intérêts pouvant inciter les membres du parti à lui rester fidèle et à défendre sa vision politique. La manière dont le PND a été construit, sa composition et la façon dont il choisit ses candidats se sont reflétées dans la bataille électorale qu'il a dirigée. Cette dernière a été exempte de controverse politique et de compétition entre les programmes politiques. Elle a par contre été marquée par la violence, la fraude et des violations flagrantes, qui ont fait d'elle la pire des huit élections tenues en Égypte pendant les 34 années de son pluralisme contrôlé.

Des élections sans politique, des fraudes sans sanction

L'Égypte comprend 24 partis politiques autorisés, dont 18 comportant au plus quelques dizaines de personnes, et qu'on pourrait appeler « partis sur le papier ». Ces derniers furent légalisés soit à travers le Comité des partis politiques nommés par le gouvernement, soit à travers des décisions judiciaires. Même les experts ignorent le nom de la plupart d'entre eux.

Le Parti national démocrate (PND) est le parti du gouvernement complètement associé aux appareils administratifs et sécuritaires de l'État. Il existe d'autres partis ; parmi les « principaux partis » reflétant les forces politiques présentes dans la rue égyptienne, le plus important est le parti « *Wafd* » (parti libéral dont la fondation fut associée à la révolution nationale de 1919). On peut citer également le parti progressiste « *Tagamoe* » (parti de gauche), le parti arabe nassérien, ainsi que deux partis libéraux : « *Al-Gabha Al-Democrateya* » et « *Al-Ghad* ».

« *Al-Gabha Al-Democrateya* » et l'aile d'Ayman Nour du parti « *Al-Ghad* » ont décidé de boycotter les élections contrairement aux trois autres partis, à l'autre aile de *Al-Ghad* (créée par les services de sécurité), à un certain nombre de petits partis et au parti au pouvoir (PND).

Pendant ces élections, des actes de violence et des fraudes sans précédent ont été commis dans la plupart des comités électoraux. Certaines cartes électorales sur lesquelles figuraient des candidats de l'opposition ont été invalidées par l'ajout d'une croix supplémentaire ; d'autres ont été préparées à l'avance avec le nom des candidats du parti au pouvoir (des photos de ces cartes ont été faites par le quotidien égyptien *Al-Masry Al-Youm* un jour avant le scrutin) ; dans d'autres cas, le contenu des urnes a été jeté à la poubelle ou dans les cours d'eau, ou encore modifié ou échangé avec d'autres urnes favorisant le PND, pendant le trajet reliant les comités électoraux aux comités de décompte des voix. Les actes de violence, les enlèvements et les attaques contre les candidats ainsi que leurs partisans se sont soldés par une quinzaine de morts et des centaines de blessés.

Le parti au pouvoir a contribué à la chute de l'opposition politique de deux manières :

- ◆ La première a été le « schéma planifié » et préparé par les dispositifs étatiques et sécuritaires ainsi que par les hommes de main « *Baltageya* ». Les victimes ont été principalement les candidats des Frères musulmans, ainsi que quelques figures de l'opposition politique nassérienne et libéral. Malgré les multiples erreurs commises par les Frères musulmans, notamment leur recours aux slogans religieux, voire sectaires, bannissant la légitimité de l'État civil, le parti au pouvoir a jugé plus facile de faire appel à des moyens sécuritaires plutôt que politiques.
- ◆ Avec la deuxième méthode, l'échec de l'opposition n'était pas programmé au niveau central, comme dans le premier cas, mais le produit d'un climat de chaos et d'anarchie sans précédent (« la privatisation de la fraude »), dont la responsabilité n'incombe pas uniquement au principal parti mais à l'ensemble du pouvoir. La conséquence naturelle de cette situation a été que les candidats du parti gouvernemental, qui contrôle l'administration et les services de sécurité, ont facilement écrasé ceux des partis de l'opposition.

En reflétant la faiblesse et la fragilité de l'État, le prix de la « privatisation de la fraude » a été lourd. Nous avons donc vu ce que les plus pessimistes d'entre nous n'imaginaient même pas : le versement de pots de vin, en petite quantité certes, aux électeurs, mais surtout aux dirigeants des appareils étatiques pour qu'ils facilitent la fraude.

Certains anciens dirigeants du PND n'ont pas admis que soient exclues les forces de l'opposition

politique, mais leur influence réelle a été limitée voire presque inexistante. Le chaos et l'anarchie étaient en effet suffisants pour empêcher n'importe quel parti d'opposition de réussir non seulement face au « parti de l'État », mais aussi face à un État ayant délégué une bonne partie de ses pouvoirs à des agents locaux que ne rebute pas le recours à la violence ou à différentes formes d'intimidation et de corruption.

L'absence de contrôle et l'anarchie qui ont caractérisé ces élections, ainsi que l'annonce de vainqueurs par le Comité suprême des élections, lesquels (la candidate du parti « *Wafd* », Mona Makram Ebeid, par exemple) furent félicités tout au long de la journée et déclarés perdants le lendemain même, démontrent bien qu'il existe un autre pouvoir que celui des urnes. Avec 420 sièges sur 508, la victoire du « parti de l'administration » national démocrate a été écrasante ; 66 sièges ont été obtenus par des indépendants proches pour la plupart du PND ; l'opposition égyptienne a, tous partis confondus, remporté 14 sièges, ce qui représente moins de 3% !

Curieusement, le PND, qui a remporté environ 95% des voix lors des récentes élections, n'en avait obtenu que 32% en 2005. Pourtant la popularité du parti n'a pas vraiment changé et les citoyens n'ont certainement pas décidé du jour au lendemain d'apprécier

le parti au pouvoir ; le véritable changement a plutôt été l'absence d'une supervision judiciaire complète, qui avait été exercée lors des élections précédentes. Sans surprise, le parlement a donc réélu son président Mohammed Fathi Sorour, avec une majorité massive, en ralliant les voix de tous les députés alors que son « adversaire » de « l'opposition » n'obtenait qu'une seule voix. C'est là sans doute un indice de la forme du nouveau parlement et de sa capacité à représenter la société égyptienne.

L'Égypte a connu un certain dynamisme politique et social depuis 2004, avec l'émergence de nouvelles forces politiques hors du cadre institutionnel partisan et juridique. Normalement, le gouvernement était censé intégrer ces forces, au moins en partie, dans le processus politique et électoral, de manière à ce qu'elles fassent partie de la légitimité politique du régime. C'est le contraire qui s'est produit puisque les symboles de l'opposition présente au sein du parlement précédent ont en partie été écartés par le régime ; de même pour les forces partisans légitimes représentées par le parti « *Wafd* », qui s'est retiré du second tour des élections. Le résultat est un parlement sans débat politique, sans opposition, un parlement qui n'a pas réussi à intégrer les nouvelles forces d'opposition et a même supprimé l'ancienne, dans un climat de paradoxe et de contradiction.

La responsabilité des opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de l'IESUE.